

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 11/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL ALBINE ENERGIE

213 Cours Victor Hugo
33130 Bègles

Références : 81-CRARC-2025-72
Code AIOT : 0006809972

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2025 dans l'établissement SARL ALBINE ENERGIE implanté Lieu-dit Soulanes de Nore 81240 Albine. L'inspection a été annoncée le 17/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite vient compléter l'inspection du 28/03/2024 sur les volets biodiversité et ESP.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL ALBINE ENERGIE
- Lieu-dit Soulanes de Nore 81240 Albine
- Code AIOT : 0006809972
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SARL ALBINE ENERGIES exploite trois éoliennes au lieu-dit "Soulanes de Nore" sur la commune d'ALBINE. Les éoliennes sont de marque GAMESA et de type G87, d'une hauteur de mât de 78 m, pour un diamètre des pales de 87 m. La puissance de chaque machine est de 2 MW.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Un arrêté complémentaire sera proposé à M. le préfet pour encadrer le bridage chiroptères jugé satisfaisant sur ce parc mais ne faisant actuellement pas l'objet de prescriptions.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 20	Demande d'action corrective	3 mois
7	Contrôle des dossiers des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.I	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Biodiversité	Autre du 18/12/2007, article 2	Sans objet
2	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
6	Risques	Code de l'environnement du 31/12/2016, article R.557-14-1	Sans objet
10	Vérification des	Arrêté Ministériel du 20/11/2017,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	échéances de la requalification périodique	article 18.I	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Mis à part la gestion du local déchets, le site est globalement bien entretenu.

Toutefois, le suivi réglementaire des équipements sous pression doit être réalisé. Il est donc proposé à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant de réaliser ce suivi.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Biodiversité

Référence réglementaire : Autre du 18/12/2007, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Bridage chiroptères
Prescription contrôlée : [...], moduler, autant que de besoin, l'exploitation des éoliennes selon les résultats du suivi de la mortalité des chiroptères et des oiseaux, en lien avec la DIREN Midi-Pyrénées. [...]
Constats : L'exploitant a présenté le plan de bridage chiroptères actuellement en place sur le parc éolien. Les éoliennes se mettent à l'arrêt de façon préventive de 1 heure après le coucher du soleil à 1 heure avant le lever du soleil : <ul style="list-style-type: none"> • du 15 mai au 31 juillet : <ul style="list-style-type: none"> ◦ lorsque la vitesse du vent est inférieure à 5 m/s ; ◦ la température est supérieure à 10 °C ; • du 1er août au 30 septembre : <ul style="list-style-type: none"> ◦ lorsque la vitesse du vent est inférieure à 7 m/s ; ◦ la température est supérieure à 10 °C ; • du 1er octobre au 31 octobre : <ul style="list-style-type: none"> ◦ lorsque la vitesse du vent est inférieure à 6 m/s ; ◦ la température est supérieure à 8 °C. Ce plan de bridage a été préconisé par le bureau d'études EXEN en 2020 et a été reconduit à l'issue du dernier suivi de 2021. L'inspection a informé l'exploitant que ce plan de bridage en faveur de la préservation des chiroptères sera encadré par un arrêté préfectoral complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : L'inspection s'est rendue au niveau de l'éolienne E02 et a constaté que la voie d'accès est carrossable et entretenue.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : L'inspection a constaté que les accès au poste de livraison électrique et de l'éolienne E02 sont maintenus fermés à clef.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'inspection s'est rendue dans le mât de l'éolienne E02. L'inspection constate que l'intérieur de l'éolienne est propre et qu'il n'y a pas d'entreposage de matériaux combustibles ou inflammables.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
Constats : L'inspection constate que les bordereaux de suivi de déchets dangereux sont conformes. L'inspection constate la présence d'un local déchets partagé entre l'exploitant du parc éolien ALBINE ENERGIES et l'exploitant du parc éolien SOULANES ENERGIES. L'inspection constate que le local n'est pas correctement entretenu et que la rétention de ce dernier est remplie d'un mélange d'eau et d'autres fluides. De l'eau de pluie s'infiltre par la porte de ce local. Ce même constat avait été fait lors de l'inspection du 28 mars 2024 à la suite de laquelle l'exploitant avait nettoyé le local et la rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à ce que la rétention soit vidée, le local entretenu et que l'exploitant mette en place des actions correctives afin que l'eau de pluie ne puisse plus s'infiltrer dans le local.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Risques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2016, article R.557-14-1
Thème(s) : Risques accidentels, ESP
Prescription contrôlée : I. - Les dispositions de la présente section s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression, définis aux articles R. 557-9-1 et R. 557-9-2, et des récipients à pression simples, définis aux articles R. 557-10-1 et R. 557-10-2, qu'ils soient ou non constitutifs d'un ensemble, et qui relèvent d'un au moins des points 1° à 6° ci-après : 1° Les récipients destinés à contenir un gaz du groupe 1 dont le produit PS x V de la pression maximale admissible PS par le volume V est supérieur à 50 bars. litres, à l'exception de ceux pour lesquels V est au plus égal à un litre et PS au plus égale à 200 bars ; 2° Les récipients destinés à contenir un gaz du groupe 2 autre que la vapeur d'eau ou l'eau surchauffée, dont le produit PS x V de la pression maximale admissible PS par le volume V est supérieur à 200 bars. litres, à l'exception de ceux pour lesquels V est au plus égal à un litre et PS au plus égale à 1 000 bars, et de ceux dont la pression maximale admissible est au plus égale à : a) 2,5 bars s'il s'agit d'appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;

b) 4 bars pour les autres récipients ;

3° Les récipients de vapeur d'eau ou d'eau surchauffée dont le produit $PS \times V$ de la pression maximale admissible PS par le volume V est supérieur à 200 bars. litres, à l'exception de ceux pour lesquels V est au plus égal à un litre ;

4° Les générateurs de vapeur dont le volume V est supérieur à 25 litres ;

5° Les tuyauteries destinées à contenir un gaz du groupe 1, dont la dimension nominale est supérieure à DN 100 ou dont le produit $PS \times DN$ de la pression maximale admissible PS par la dimension nominale DN est supérieur à 1 000 bars, à l'exception de celles dont la dimension nominale est au plus égale à DN 25 ;

6° Les tuyauteries destinées à contenir un gaz du groupe 2, y compris la vapeur d'eau et l'eau surchauffée, dont la dimension nominale est supérieure à DN 100 et le produit $PS \times DN$ de la pression maximale admissible PS par la dimension nominale DN est supérieur à 3 500 bars.

II. - Les dispositions de la présente section s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression nucléaires mentionnés à l'article R. 557-12-1, qu'ils soient ou non constitutifs d'un ensemble nucléaire, à l'exception des enceintes de confinement des réacteurs nucléaires et des gaines de combustibles nucléaires, pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 593-1.

III. - Sont également soumis aux dispositions de la présente section :

1° Les accessoires sous pression installés sur les équipements mentionnés au I ;

2° Les accessoires de sécurité destinés à la protection des équipements mentionnés au I ;

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une liste précise des équipements sous pression présents dans les éoliennes. Il indique toutefois que des accumulateurs sont présents.

Trois types d'accumulateurs sont présents et ont les caractéristiques suivantes :

Type 1 :

$V = 1,4 \text{ L} > 1 \text{ L}$;

$PS = 80 \text{ bar} > 4 \text{ bar}$;

$PS \times V = 112 \text{ bar.L} < 200 \text{ bar.L}$.

Les accumulateurs de ce type ne relèvent donc pas de la section 14 du chapitre VII du titre V du livre V du code de l'environnement.

Type 2

$V = 3,5 \text{ L} > 1 \text{ L}$;

$PS = 250 \text{ bar} > 4 \text{ bar}$;

$PS \times V = 875 \text{ bar.L} > 200 \text{ bar.L}$.

Type 3

$V = 24,5 \text{ L} > 1 \text{ L}$;

$PS = 330 \text{ bar} > 4 \text{ bar}$;

<p>PSxV = 8085 bar.L > 200 bar.L.</p> <p>Les accumulateurs de ces deux derniers types relèvent donc de la section 14 du chapitre VII du titre V du livre V du code de l'environnement.</p> <p>L'inspection a constaté la présence de deux accumulateurs hors service répondant aux caractéristiques du type 3 dans le local déchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Contrôle des dossiers des appareils à pression

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dossier de mise en service</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication : - si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ; - si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ; - l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation : - pour tous les équipements : - la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ; - un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ; - les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ; - en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ; - pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'établir un dossier d'exploitation pour ses équipements sous pression.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'établir un dossier d'exploitation pour chacun de ses équipements sous pression.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas établi de liste de ses équipements sous pression conforme à l'alinéa III de l'article 6 de l'arrêté du 20 novembre 2017. L'exploitant a présenté un tableau recensant les vérifications des ESP des éoliennes. Il y a selon ce tableau 8 accumulateurs par éolienne ayant diverses fonction (notamment frein des pales, frein de l'orientation du hub, frein pour le pitch, ...). L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les caractéristiques des accumulateurs répondant à chaque fonction.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'établir la liste d'équipements sous pression exigée par l'alinéa III de l'article 6 de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p>

<p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</p> <p>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide.</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate qu'un relevé de pression et un contrôle visuel sont réalisés chaque année sur ces équipements sous pression. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que ce test constitue une inspection périodique telle que définie à l'article 15 de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de réaliser, ou de justifier de la bonne réalisation, de l'inspection périodique de ses équipements sous pression.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 10 : Vérification des échéances de la requalification périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;

- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;
- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;
- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;
- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.

Constats :

Les équipements sous pression présents ont été mis en service il y a moins de 10 ans, le plus ancien en septembre 2016. Ils ne sont donc pas soumis à une requalification périodique.

Type de suites proposées : Sans suite